



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 23 octobre 2023

Le 23 octobre 2023, à 18 heures, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 16 octobre 2023 et transmise par voie électronique le 16 octobre 2023, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. COUTO Benoît, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, M. BORDENAVE Tony, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène.

ABSENTS EXCUSES : M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. DUMAS François, Mme HOURCADE-MEDEBIELLE Véronique (représentée par M. BORDENAVE Tony) M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. BERNIARD Claude a donné pouvoir à M. BERNOS, M. POURTAU Xavier a donné pouvoir à M. LASSALLE, M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT.

Secrétaire de séance : M. PARIS Gérard

Délibération n° 39 – Durée d'amortissement des subventions d'investissement reçues

Rapporteur : Monsieur DUDRET Victor

Monsieur le Rapporteur rappelle que selon l'instruction budgétaire et comptable de la nomenclature M4, le compte 13 est destiné à la fois à faire apparaître au bilan le montant des subventions d'investissement jusqu'à ce qu'elles aient rempli leur objet, et à permettre au service subventionné d'échelonner sur plusieurs exercices la constatation de l'enrichissement provenant de ces subventions.

Les subventions d'investissement sont les subventions reçues en vue d'acquérir ou de créer des valeurs immobilisées ou de financer des activités à long terme, qu'elles revêtent la forme d'une subvention globale ou spécifique, en espèces ou en nature.

Ce compte est utilisé pour enregistrer, d'une part, les subventions et les fonds qui financent des dépenses d'équipement déterminées contrairement aux versements qui participent au financement global de la section d'investissement et sont comptabilisés au compte 1022 « Fonds d'investissement », et d'autre part, la contrepartie des immobilisations reçues gratuitement ou pour un euro symbolique et n'ayant pas le caractère de dotation ou d'apport.

Ainsi si les biens amortis ont été acquis ou réalisés à l'aide de subventions, celles-ci doivent faire l'objet d'une reprise progressive en section de fonctionnement et disparaître ainsi du bilan. La reprise est constatée par l'inscription d'une recette à l'article 777 et d'une dépense identique à l'article 139. La différence entre la dépense du C/28 et la recette du C/777 représente une charge nette pour la section de fonctionnement.

Le compte 1391 est débité par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice » selon les modalités suivantes :

- la reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention, durées qui ont fait l'objet d'une délibération n°22-2022 en date du 7 octobre 2022 du Comité syndical ;

- o la reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation non amortissable est étalée sur le nombre d'années pendant lequel l'immobilisation est inaliénable aux termes du contrat. À défaut de clause d'inaliénabilité, le montant de la reprise de chaque exercice est égal au dixième du montant de la subvention.

Au vu de ces derniers éléments, il est ainsi proposé au Comité syndical de se prononcer et de retenir la durée d'amortissement de 10 ans pour les subventions reçues dans le cadre d'acquisitions foncières de parcelles situées dans le périmètre de l'AAC (Aire d'Alimentation de Captage), acquisitions permettant de préserver la qualité de l'eau distribuée aux abonnés du SMEP.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical,

APPROUVE les conditions et durées d'amortissement des subventions d'investissement reçues telles que précisées ci-dessus,

INFORME que la présente délibération sera transmise à Madame la Trésorière du SGC de Lescar.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 23 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 26

Vote – Pour : 26 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS

 SYNDICAT MIXTE
DE L'EAU POTABLE
DE LA REGION DE JURANÇON

Signature du secrétaire de séance :
Gérard PARIS

